



L'éditorial du Secrétaire Général

Vienne, le 22 Novembre 2004

Madame, Monsieur, Chers ami(e)s du CFA,

Voilà, c'est fait ! Les dirigeants des 25 pays de l'Union européenne, réunis à Rome 47 ans après les Traités Européens, fondateurs des premières communautés, ont signé solennellement le Traité constitutionnel de l'Union Européenne le 29 octobre dernier. Il ne reste plus qu'à ratifier le Traité. Mais il semble que ce ne sera pas chose aisée comme le montre déjà le débat passionné dans nombre de pays membres de l'Union ainsi que dans quelques unes de ses grandes familles politiques. Ce débat peut être un bon signe pour l'actualité du grand projet européen et pour la vitalité de la démocratie européenne. S'ajoute à ce débat la controverse sur la question turque qui pose des nombreuses questions sur l'avenir de l'Europe, ses relations avec le monde islamique et le type des relations qui doivent désormais exister entre l'Europe et ses voisins.

Le Centre suivra avec beaucoup d'attention cette nouvelle actualité européenne. Ce n'est pas seulement la question de l'adhésion de la Turquie qui sera déterminante pour les futures frontières et contours de l'Union et pour la forme que prendront des futurs élargissements. Seront également déterminantes ses relations avec nombre d'autres voisins, anciens et nouveaux.

C'est dans cette optique que le Centre a organisé une Conférence internationale les 14 et 15 octobre derniers sur les nouveaux voisins de l'Union élargie à Vilnius, capitale de la Lituanie. Cette première visite du Centre dans les pays baltes a été fructueuse puisqu'elle a particulièrement intéressé ces derniers, voisins proches de la Russie, première concernée dans la nouvelle politique de voisinage de l'Union. Vous trouverez en page 3 et 4 un résumé des débats de cette Conférence.

Depuis les douloureux événements du « 9/11 » la lutte contre le terrorisme a été remise au centre d'un grand débat international, nourri dernièrement par la campagne présidentielle américaine et ses échos dans le reste du monde. L'Europe se doit de faire entendre sa voix sur un sujet aussi grave. Le Centre a ainsi organisé un colloque international à Bratislava les 28 et 29 juin 2004 sur la sécurité des citoyens dans l'UE élargie. La lutte et la prévention contre la criminalité organisée étaient au coeur des échanges dont vous trouverez une présentation en page 2 de ce numéro.

Enfin, une importante étape du projet européen et la force et vitalité de ses institutions démocratiques a été marquée par le refus du Parlement Européen de la première édition de la Commission Barroso. Cet épisode, hautement significatif, nous oblige évidemment à tirer un certain nombre de leçons pour le futur. Il montre aussi combien l'Union aura besoin d'un nouveau fonctionnement à 25 ou même plus. C'est ce que nous allons étudier dans notre prochain Séminaire bilatéral franco-autrichien le 3 Décembre 2004 à l'IFRI à Paris.

En attendant, très bonne lecture à toutes et à tous!

PETER JANKOWITSCH,
Secrétaire Général du CFA.

- SOMMAIRE du Numéro 15 -

- L'ÉDITORIAL DU SG
.....PAGE 1
- AGENDA DU CFA
.....PAGE 1
- BRATISLAVA, LES 28 ET 29 JUIN
2004:
COMPTE-RENDU DU COLLOQUE
INTERNATIONAL SUR LA SÉCURITÉ DES
CITOYENS DANS L'EUROPE ÉLARGIE
.....PAGE 2
- VILNIUS, LES 14 ET 15 OCTOBRE
2004:
COMPTE-RENDU DE LA CONFÉRENCE
INTERNATIONALE SUR LES NOUVEAUX
VOISINS DE L'UE ÉLARGIE
.....PAGES 3 ET 4
- LES ACTIVITÉS DU SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL.....PAGE 4

AGENDA DU CFA

3 DÉCEMBRE 2004 :

**SÉMINAIRE BILATÉRAL,
FRANCE -AUTRICHE
IFRI, Paris**

**« Le fonctionnement de l'Union dans
l'Europe élargie »**

LA SÉCURITÉ DES CITOYENS DANS L'EUROPE ÉLARGIE

Prévention et lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme

Bratislava , les 28 et 29 Juin 2004

○○○ Le Centre avait prévu de se saisir de ce thème, malheureusement haut combien d'actualité, dans son programme de travail pour l'année 2004. Il l'a fait avec cette Conférence internationale qui s'est tenue les 28 et 29 Juin 2004 à Bratislava et organisée en partenariat avec l'IFRI (Institut Français des Relations Internationales) et la Fondation Robert Schuman.

La Conférence a été ouverte par notre Secrétaire Général, Dr. Peter JANKOWITSCH, Mme LETOURNEUR, représentante de l'IFRI, M. Jean-Dominique GIULIANI, Président de la Fondation Robert Schuman, le Président de la Police slovaque, Dr. Jaroslav SPISIAK, en représentation du Ministre de l'intérieur slovaque, M. Vladimir PALKO, ainsi que par le Secrétaire Général de l'OSCE, l'Ambassadeur Jan KUBIS.

Les thèmes de cette Conférence, et particulièrement le terrorisme, ont suscité un vif intérêt auprès de la centaine de personnes présentes dans la salle. Parmi ces dernières se trouvaient notamment des représentants des polices nationales et internationales, des hauts-représentants des gouvernements autrichiens, français et des nouveaux membres de l'UE tels le Secrétaire d'Etat lituanien aux affaires intérieures, Evaldas GUSTAS, le Secrétaire d'Etat polonais de l'intérieur et de l'administration, Andrzej BRACHMANSKI. Les pays candidats restants (Bulgarie, Roumanie, Croatie) et les futurs pays candidats étaient également représentés avec la participation entre autres du Ministre délégué de l'intérieur de la Bulgarie, Boyko KOTZEV. A noter enfin la présence de parlementaires et de personnalités issues du monde académique.

De gauche à droite:

Alain CHOUET, ancien Chef d'études au Ministère français de la Défense ; Rudolf MACHACEK, Chargé de mission pour la protection juridique des enquêtes spéciales, Ministère de la Justice autrichien; Jean-Dominique GIULIANI, Président de la Fondation Robert Schuman, Paris ; Uros LIPUSCEK, Journaliste slovène ; Istvan ZSOHAR, Directeur Général du Bureau pour la sécurité nationale, Hongrie



L'intervention d'Alain CHOUET (voir photo ci-dessus) sur le terrorisme islamique a été particulièrement remarquée. Cet ancien Chef d'études au Ministère français de la Défense pense que « la genèse de cette violence, qui remonte au début des années 80, et son développement sont le résultat de la synergie de trois types de dérives politiques ».

- l'activisme islamique séoudien après la révolution islamique iranienne
- l'internationalisation et l'évolution vers la violence de la Confrérie des Frères Musulmans (Jamaat Islamiyya) après l'assassinat d'Anouar es-Sadate
- l'instrumentalisation mondiale des mouvements fondamentalistes musulmans sunnites par les services américains et ceux de leurs alliés dans la lutte contre l'Union soviétique et les partis communistes locaux ainsi que dans la politique d'isolement de l'Iran.

Pour cet expert, l'élément central de l'origine du terrorisme islamique reste néanmoins « les Frères Musulmans ». Selon lui, leur but est de provoquer une rupture historique entre les pays musulmans et le reste du monde de façon à pouvoir prendre le pouvoir dans ces pays et les richesses qui y sont liées sans susciter d'intervention extérieure.

La violence politique islamiste est donc un phénomène de culture et non de posture qu'il faut combattre en amont de manière globale et essentiellement par l'assèchement des canaux de financement.



Walter SCHWIMMER (à gauche avec notre Secrétaire Général, Dr Peter JANKOWITSCH), alors Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, a conclu les deux jours de débat. Pour lui, la criminalité organisée et le terrorisme destabilisent nos sociétés en s'attaquant directement à leurs fondations. L'Europe se doit de répondre encore plus rapidement que n'agissent les terroristes, en analysant les menaces à l'avance. Pour ce faire, une harmonisation des cadres législatifs sans toucher aux valeurs européennes doit être entreprise. Nous devons donc persévérer dans la coopération, l'assistance et la confiance mutuelle pour le bien de l'Europe et de ses citoyens.

L'UNION EUROPÉENNE ÉLARGIE ET SES NOUVEAUX VOISINS

Défis politiques, économiques et sociaux

Vilnius, les 14 et 15 Octobre 2004

○○○ Pour la première fois de son existence, le Centre s'est rendu dans les pays Baltes. Plus précisément, il a répondu à l'invitation du gouvernement lituanien en organisant à Vilnius, capitale du pays, les 14 et 15 Octobre derniers, une conférence internationale sur les nouveaux voisins de l'UE élargie. Les débats ont été consacrés aux futurs contours de l'Union européenne, à la question de l'Ukraine, aux relations entre l'Union européenne et la Russie et à la nature même de l'Union européenne.



Cette Conférence a été organisée avec le soutien du gouvernement lituanien en association avec la Délégation de la Commission européenne en Lituanie. Elle a été ouverte par notre Secrétaire Général, Dr. Peter JANKOWITSCH, Thierry de MONTBRIAL (voir ci-contre à gauche), Président de notre Centre et Directeur général de l'IFRI, et par Česlovas JURŠENAS, Premier Vice-Président du Parlement lituanien (Seimas).

Le gouvernement de la Lituanie a été représenté par l'Ambassadeur Petras VAITIEKUNAS, du Département d'analyse de la politique étrangère et de planification au Ministère des Affaires étrangères.

Parmi les intervenants de haute qualité figuraient également le Sous-secrétaire d'Etat letton du Ministère des affaires étrangères, Einars SEMANIS, ou encore la Ministre déléguée du Monténégro, Nada MIHALOVIC, du Ministère des relations économiques internationales et de l'intégration européenne. Enfin, comme à l'accoutumée dans les manifestations du Centre, la France et l'Autriche étaient représentées respectivement par Pierre LEVY, Chef du Département pour la PESC au sein de la Direction générale des affaires politiques et de sécurité du Ministère des affaires étrangères français et par Arno RIEDEL, Chef du Département élargissement au Ministère des affaires étrangères autrichien.

Les deux ambassades françaises et autrichiennes en Lituanie ont d'ailleurs activement participé à l'organisation de la Conférence par l'intermédiaire de leurs Ambassadeurs, S.E.M. SCHWARZINGER et S.E.M. YELDA. Ce dernier a d'ailleurs donné une réception en l'honneur des participants à la Conférence le soir du premier jour de débats à l'Ambassade de France à Vilnius. Le Ministre des Affaires étrangères lituanien, M. Antanas VALIONIS, y était notamment présent (voir ci-contre à droite).



Les débats ont débuté par une description des futurs contours de l'UE. Pour de nombreux intervenants, plusieurs pays ont vocation à adhérer tôt ou tard à l'UE. Outre la Roumanie, la Bulgarie, la Croatie, dont l'adhésion est prévue en principe pour 2007, et en mettant le cas spécial de la Turquie de côté, cette perspective concerne les autres pays des Balkans occidentaux et, à terme, l'Ukraine, la Biélorussie et les pays du Caucase.

Pour Thierry de MONTBRIAL, Directeur de l'IFRI, la question ukrainienne est centrale pour l'avenir géopolitique de l'Europe. Selon lui, soit la Russie parvient à reconstituer au sein de la Communauté des Etats indépendants un véritable espace organisé doté d'institutions confédérales, soit la Russie sera confrontée à ce qu'elle considère comme un « *cauchemar* » : le basculement de l'Ukraine vers l'Union européenne.

Toujours d'après M. de MONTBRIAL, de nombreux Etats membres, au premier rang desquels la Pologne, mais aussi la Lituanie, entendent utiliser la candidature turque comme levier pour peser en faveur d'une candidature de l'Ukraine à l'Union. L'Europe risque donc de devoir arbitrer entre deux intérêts divergents: velléités occidentales d'élargissement de l'Union à l'Ukraine d'un côté, volonté russe de prévenir à tout prix la disparition des derniers vestiges de l'Empire de l'autre côté. Pour Pierre LEVY, il importe de convaincre la Russie que, loin de chercher à s'accaparer son « étranger proche », l'Union européenne souhaite contribuer, à travers la PESC et la politique de voisinage, à la stabilité et la prospérité d'un nouveau « *voisinage commun* ».



De gauche à droite: Irina KOBRINSKAYA, Directrice de la Fondation pour les études et initiatives prospectives à Moscou; Vladimir POZNER, Président de l'Académie russe de la presse, Eliane MOSSÉ, Conseiller de l'IFRI pour le CFA; Dominique DAVID, Chercheur responsable des études de sécurité à l'IFRI et rédacteur en chef de la revue *Politique étrangère*; Arno RIEDEL, Chef du Département Elargissement au Ministère des Affaires étrangères autrichien

Vladimir POZNER, Président de l'Académie russe de la Presse, a quant à lui observé que l'Union européenne devait prendre garde à ne pas présenter une démarche d'ouverture vers l'Ukraine comme procédant d'une volonté de « *punir la Russie* ». En effet, aux yeux de V. POZNER, la guerre froide marquerait encore les esprits et son héritage contribue à véhiculer de trop nombreux clichés négatifs sur la Russie. Cette situation est dangereuse car elle est vécue par la Russie comme une marque d'indifférence de l'Union à son égard. Cela pourrait notamment engendrer la réaffirmation du nationalisme russe, la résurgence des rêves d'Empire et la défiance vis-à-vis du monde occidental. D'autant que, selon V. POZNER, l'Eglise orthodoxe russe jouerait aujourd'hui un rôle majeur en faveur d'une telle dérive. Il conviendrait ainsi que l'Union européenne révise sa perception de la Russie actuelle afin d'éviter un basculement du Président Poutine lui-même

dans le camp nationaliste.

Pour Dominique DAVID, chercheur à l'IFRI, l'UE et la Russie divergent aujourd'hui sur la question de la souveraineté. Les Etats membres de l'Union s'accordent sur la nécessité de rénover leur conception de la souveraineté. La Russie, de son côté, continue de postuler l'équivalence entre souveraineté, puissance et capacité de contraindre.

Au final, ces difficultés dans les relations avec la Russie résultent pour l'essentiel de la faiblesse de la Russie et de son pouvoir. M. de MONTBRIAL a ainsi rappelé le mot d'Arbatov, selon lequel « après avoir souffert de la puissance de l'Union soviétique, l'Occident souffrirait désormais de sa faiblesse ». Pour D. DAVID, c'est d'ailleurs cette faiblesse du pouvoir « qu'il (l'Etat russe) tente de compenser par l'illusion d'une force omnipotente ».

La majorité des intervenants a déploré le manque d'orientation du projet européen, débouchant sur une Union difficile à cerner pour les acteurs comme pour les observateurs. Pour Ivo SAMSON, Directeur du Centre de recherche pour la sécurité internationale au sein de l'association slovaque de politique étrangère, « l'afflux de nouveaux membres venus de l'Est a confirmé la division déjà présente au sein de l'Union à 15 ». Ce à quoi P. LÉVY a répondu qu'il y avait un danger à présenter la construction européenne comme une « fuite en avant » au fil des élargissements successifs. Gilles LEPESANT, chercheur au Centre national de la Recherche scientifique, a renchérit que si l'Europe avait bien un modèle à offrir à ses voisins, la perspective de l'élargissement ne pouvait être le seul vecteur de réformes vertueuses dans les pays candidats à l'adhésion. Mme Von KOHL, journaliste experte des Balkans, a trouvé en revanche « très réjouissant et rafraîchissant » le fait que certains intervenants aient clairement dit que « l'UE ne sait pas qui elle est, ce qu'elle est et ce qu'elle veut. Car c'est précisément cette interrogation qu'expérimentent, vivent et comprennent les populations d'Europe du Sud tous les jours quand l'Union les guide, leur fait la leçon ou les juge. »

Pour D. DAVID, l'UE souffre donc d'une « image brouillée... difficile à comprendre pour ses membres, (et) son fonctionnement est impossible à saisir de l'extérieur ».

En conclusion, Peter JANKOWITSCH, Secrétaire général du CFA, a souligné que la politique de voisinage de l'UE ne pouvait en aucun cas être uniforme. Il est nécessaire de traiter au cas par cas. Pour lui, la Russie « est tout d'abord un pays européen » qu'il faut traiter comme tel. Cependant selon M. JANKOWITSCH, cette place de choix réservée à la Russie dans la politique européenne de voisinage ne devra pas porter atteinte à ces autres pays « demandeurs d'Europe » que sont l'Ukraine, la Biélorussie et la Moldavie. De même, l'Europe a une responsabilité dans la résolution des crises balkaniques et devra tôt ou tard intégrer les pays de l'ex-Yougoslavie qui « attendent encore leur heure européenne ».

RETROUVEZ TOUTES LES INTERVENTIONS DES CONFÉRENCES DU CFA SUR SON SITE INTERNET: WWW.OEFZ.AT



Le nouveau Président Fédéral de l'Autriche reçoit le S.G. du CFA

M. Heinz FISCHER, nouveau Président Fédéral de l'Autriche, a reçu le S.G. du CFA, M. Peter JANKOWITSCH, le 17 novembre à la Hofburg de Vienne. Au cours de cet entretien M. JANKOWITSCH a informé le Président Fédéral des récentes activités du CFA pour lesquelles M. FISCHER a montré un grand intérêt, lui qui dans les premiers mois de son mandat a d'ailleurs déjà visité un certain nombre d'Etats de l'Europe centrale et orientale

Le Président FISCHER a également encouragé le Centre à continuer son action d'aide à l'approfondissement du niveau d'intégration des nouveaux pays membres dans l'UE.

Coopération et contacts avec les nouveaux membres de la Commission Européenne

M. JANKOWITSCH a adressé au nom du CFA ses félicitations aux nouveaux membres de la Commission Européenne des pays d'Europe centrale et orientale. Il a reçu en réponse de bons vœux pour les futurs travaux du Centre.

Dans leurs lettres de réponse, les nouveaux commissaires, dont entre autres Messieurs POTOCNIK, FIGEL et KALLAS et Mme GRYBAUSKAITE, ont exprimé leur désir de coopérer avec le Centre et l'ont invité à ouvrir avec eux des discussions dans ce sens.

M. JANKOWITSCH au Comité directeur de l'ESPI

Dans la première réunion de l'Assemblée Générale du nouvel Institut Européen de Politiques Spatiales (ESPI), créé conjointement par l'Agence Spatiale Européenne (ESA) et un certain nombre d'agences spatiales nationales, le S.G. du CFA, M. JANKOWITSCH, a été élu membre de son Comité Directeur au côté de personnalités européennes comme M. Carl BILDT, ancien Premier Ministre de la Suède, M. BUSQUIN, ancien Commissaire Européen ou encore M. Carlo RUBIA, Prix Nobel de Physique.

Petit-Déjeuner-Débat IFRI-CFA

Le 5 novembre dernier, le S.G. à présidé, dans les locaux de l'IFRI à Paris, le premier Petit-déjeuner-débat d'automne du CFA. Ce Petit-déjeuner-débat, était consacré à la place des minorités nationales dans l'Europe élargie.

Le débat a été ouvert par le Ministre lettonien de l'Intégration des minorités, M. Nils MUIZNIEKS. Plusieurs autres experts ont participé à ce débat tels M. Hubert FRASNELLI, ancien porte-parole du Parti Populaire Sudtyrolien (SVP) à la Diète de Bolzano (Bozen), Mme Claire DEMESMAY, Chercheur à l'IFRI, ou encore M. BOLLORE-PELLÉ, Président de l'Organisation pour les minorités européennes. Leurs interventions ont permis de broser un tableau d'ensemble sur la situation des minorités dans les divers pays européens, compte tenu aussi des dispositions légales

nationales et internationales adoptées pour leur protection.

Les nombreuses questions adressées aux intervenants ont témoigné du grand intérêt que suscitent ces problèmes dans la politique européenne actuelle.

Au vu de cet intérêt et étant donné la place importante qu'occupent toujours les problèmes de minorités nationales dans nombre de nouveaux pays membres de l'Union, le Centre envisage de continuer à travailler sur ce sujet dans le futur.

Conférences et Débats: participation du CFA

Le CFA, par l'intermédiaire de son S.G. et d'autres membres du Secrétariat Général à Vienne, a participé ces derniers mois à de nombreuses conférences et débats sur des sujets européens organisés principalement à Vienne. Parmi les nombreuses organisations adressant des invitations au Centre se trouvaient notamment la Représentation de la Commission Européenne à Vienne, le Bureau d'Information du Parlement Européen et des institutions autrichiennes comme la Banque Nationale d'Autriche et l'Académie Diplomatique. Dernièrement le S.G. était en particulier l'invité du Forum Europe organisé par diverses Radio Télévisions Européennes dont l'ORF (Radio Télévision Autrichienne) et le WDR (Radio Télévision de l'ouest de l'Allemagne). Cette présence renforcée du Centre a permis de multiplier l'information d'un large public sur ses activités présentes et futures.